

LA PRESSE EN REVUE...

VENDREDI 10 MARS 2017

SOMMAIRE

- 1) **Le coup du petit Nicolas**
- 2) **La médiocrité des convictions de certains**
- 3) **Encore un semblant de gauche de plus**
- 4) **La girouette Gérard Collomb est coincée**
- 5) **La honte de la V^{ème} République...**

Gérard Diez La Presse en Revue

I) Alain Juppé : "Nicolas Sarkozy a tenté de nous manipuler" pour caser François Baroin





Image Victor
DhollandMonniervictor.dhollande@europel.fr

La tragi-comédie à LR semble un peu plus calme depuis le Comité politique des Républicains du lundi 6 mars. Et pour cause, les cadres du parti ont renouvelé à l'unanimité – y compris **Thierry Solère qui l'avait lâché 72 heures avant** – leur soutien à François Fillon. En coulisses, la tension reste palpable. Et Alain Juppé ne s'est pas gêné pour lâcher quelques scuds après avoir annoncé officiellement **qu'il ne serait pas un "plan B"**.

Pour essayer de sortir de cette crise, Nicolas Sarkozy, Alain Juppé et François Fillon devaient se rencontrer ce mardi 7 mars. Mais selon les informations du Figaro, cette réunion n'aura finalement pas lieu. Mais l'ancien Président et l'actuel maire de Bordeaux se sont parlé à plusieurs reprises au téléphone. Et visiblement, **Alain Juppé n'a pas vraiment apprécié le rôle de Nicolas Sarkozy dans le "Penelope Gate"**. Il explique dans des propos rapportés au Canard Enchaîné du 8 mars :

“Cette élection est perdue. Sarkozy a tenté de nous manipuler en cherchant à contrôler le parti et à caser Baroin. Moi, je n'ai pas une bonne opinion de Baroin. Il n'a pas d'idées et il ne travaille pas.”

On comprend mieux désormais les appels du pied insistants des sarkozystes en faveur d'une candidature de François Baroin. Suivant les consignes de leur chef, **le député du Rhône Georges Fenech et l'eurodéputée Nadine Morano** ont ainsi appelé les élus à parrainer sénateur-maire de Troyes pour l'élection présidentielle.

lelab.europel.fr

Europe 1

LAPRESSEENREVUE.EU

II) D'anti à pro-Fillon: le ridicule des ténors de la droite contraints de retourner leur veste

Repéré par Grégor Brandy-Repéré sur Le Lab, Le Figaro

Ils conseillaient à François Fillon d'abandonner. Aujourd'hui, ils le soutiennent à nouveau.



BORIS HORVAT / AFP

Il y a quelques jours, ils quittaient le navire. Aujourd'hui, ils sont de retour. Après la démonstration de force de François Fillon ce dimanche 5 mars, qui a réuni plusieurs milliers de manifestants place du Trocadéro à Paris, le renoncement définitif d'Alain Juppé, et la décision du comité politique du parti Les Républicains de ne pas soutenir d'alternative, il semble que le vainqueur de la primaire de la droite et du centre ira bien au bout, malgré tous les doutes que certains jusque dans sa propre équipe pouvaient encore avoir la semaine dernière.

Et après l'avoir lâché, certains personnages clés du parti et de la campagne ont décidé de le soutenir à nouveau. Le cas le plus emblématique est sans doute celui de Thierry Solère. Soixante-douze heures après avoir estimé que son candidat n'était plus «en capacité de mener les couleurs de la droite et du centre à l'élection présidentielle», l'ex-porte parole de la campagne a finalement indiqué au Lab, qu'il allait se ranger derrière lui avec un enthousiasme très mesuré.

«Je n'enlève rien à ce que j'ai dit [depuis qu'il l'a lâché]. J'ai quitté la campagne de François Fillon et je ne cherche pas à redevenir porte-parole. Au cours de la réunion d'hier soir, j'ai dit pourquoi j'étais parti, j'ai dit que je ne pouvais plus continuer à porter cette parole-là [en raison

de la mise en examen à venir]. [...] Il n'y a pas eu d'alternative de droite et du centre à la candidature de François Fillon, qui est venu nous dire qu'il ne se retirerait pas. Cela devient un fait politique, une réalité qui s'impose à tout le monde, j'en prends acte. [...] Je suis de droite et du centre, donc je prends acte du fait que François Fillon est le candidat de la droite et du centre.»

Le trio Péresse-Estrosi-Bertrand

Même retournement de veste pour le trio Christian Estrosi-Valérie Péresse-Xavier Bertrand. Le président de la région Paca avait expliqué ce dimanche qu'il souhaitait rencontrer le candidat pour le convaincre «d'une sortie respectueuse». Quelques heures plus tôt Christian Estrosi refusait le terme de «lâcheurs», mais parlait plutôt de recherche d'une «cohésion autour d'une initiative qui rassemble et fédère», rappelant qu'un choix différent était «impératif», mais qu'il ne fallait pas «humilier François Fillon».



Valérie Péresse@vperesse
Restaurer l'unité de la droite et du centre c'est la responsabilité de @FrancoisFillon nous voulons lui en parler demain @xavierbertrand

Finalement, ils ont mis de l'eau dans leur vin, après l'annonce du renoncement d'Alain Juppé. Valérie Péresse a indiqué qu'elle allait continuer «à faire campagne» pour François Fillon.

«J'ai toujours été convaincue que la décision de poursuivre sa candidature ou non, relevait de la responsabilité de François Fillon et de lui seul. [...] Aujourd'hui, parce que l'avenir de la France doit passer avant tout et qu'elle est en péril, je mettrai toute mon énergie à restaurer l'unité autour du projet qui nous rassemble. À tous ceux, qui comme moi, ont pu s'interroger, je demande de repartir au combat pour nos idées, pour nos valeurs, pour la France que nous voulons et que nous aimons.»

Quelques heures plus tôt, Xavier Bertrand avait nuancé ses propos de la veille après le rappel à l'ordre de François Fillon, rappelle Le Point. Le président de la région des Hauts-de-France avait tenu à mettre l'accent sur le besoin d'unité face au Front national.



Xavier Bertrand@xavierbertrand
Il n'y a qu'unis que nous pourrons vaincre le Front National. @FrancoisFillon

Estrosi pas encore tout à fait de retour

Christian Estrosi qui est sans doute celui qui s'est le plus directement exposé des trois a finalement retourné sa veste en utilisant le même élément de langage que Xavier Bertrand: la lutte contre le Front national, nuançant toutefois son soutien, en rappelant sur CNews qu'il ne ferait pas campagne. C'était cependant avant l'annonce d'Alain Juppé. Il ne s'est pas exprimé sur le sujet depuis.

Le président du Sénat, Gérard Larcher, assume de son côté, sa prise de distance, la semaine dernière avec le candidat de la droite et du centre. Interrogé sur France Inter, il raconte lui avoir «exprimé mercredi matin dernier, une campagne arrêtée, un feuilleton judiciaire qui était géré dans l'émotion alors qu'il doit être géré me semble-t-il dans la raison, un emballement médiatique, l'incapacité à présenter notre projet», et lui a conseillé d'arrêter «les yeux dans les yeux». Mais finalement, il a décidé de se ranger derrière François Fillon face à l'absence d'alternative.

Patrick Balkany, qui avait demandé à retirer les affiches de François Fillon de sa ville pour des questions de guerres internes, en milieu de semaine dernière, et appelé François Fillon à retirer sa candidature ce week-end a finalement changé d'avis, souligne Le Parisien, qui raconte que le maire de Levallois a finalement fait deux pas en arrière.

«Je vous demande donc [...] de reprendre la campagne électorale en faveur de François Fillon, le seul candidat représentant nos idées, le seul porteur d'un programme qui peut redresser notre pays.»

L'étrange cas de Georges Fenech

Jean-François Copé, qui a recueilli 0,3% des voix lors de la primaire de la droite et du centre, avait de son côté affirmé être arrivé «au bout du bout» de ce qu'il pouvait «en termes de loyauté».

Pourtant, rapporte Le Figaro, dès le lendemain de la manifestation de soutien à François Fillon, le maire de Meaux a de nouveau apporté son soutien à François Fillon.

«Je soutiens François Fillon parce que François Fillon l'a dit lui-même, il est aujourd'hui le seul candidat et qu'à partir du moment où il n'y a pas, à l'heure où nous parlons, un débat ouvert sur la question, je n'ai pas de raison de ne pas le faire.»

Georges Fenech est moins connu du grand public, mais son changement de position est sans doute le plus frappant. Le député LR du Rhône était le premier à s'en être pris ouvertement à la candidature de François Fillon estimant dès le début des révélations que le vainqueur de la primaire ne pouvait pas être candidat. Après avoir appelé à la candidature d'Alain Juppé, puis à celle de François Baroin, et dénoncé «*la prise d'otage de l'élection présidentielle par François Fillon*», il a finalement indiqué sur BFM TV qu'il allait faire campagne pour Fillon «*parce que l'heure est grave*».



BFMTV@BFMTV
#19hRuthElkrief "Je vais faire campagne pour Fillon car l'heure est grave" dit @GeorgesFENECH
Live <http://www.bfmtv.com/mediaplayer/live-video/> ...

Un pas en avant, deux pas en arrière: pas sûr cependant que cette nouvelle unité de façade convainque tout le monde. Elle promet surtout quelques debriefs intéressants en cas de défaite du candidat les Républicains.



LAPRESSEENREVUE.EU

III) Pourquoi le soutien de Delanoë à Macron peut couler la candidature Hamon

En se ralliant à Macron, Bertrand Delanoë inflige un rude coup au candidat socialiste, Benoît Hamon, de plus en plus perçu comme un candidat trop à gauche, incapable de barrer la route à Marine Le Pen et François Fillon.



AFP



Bruno Roger-Petit
Editorialiste invité

En annonçant son soutien à Emmanuel Macron, Bertrand Delanoë a fâché l'école des Baron noir du PS, le MJS (Mouvement des jeunes socialistes). C'est dire le crime. Résumons l'affaire en deux tweets. Le premier est signé d'un ancien chef du MJS, Thierry Marchal-Beck : "Depuis le temps que Delanoë nous dit qu'il est libéral maintenant il est bien servie" (orthographe d'origine respectée). Le second est signé par l'actuel président du MJS, Benjamin Lucas : "Minc, Madelin, Kouchner, Delanoë... en fait c'est la campagne du "oui" de 2005. Avec le succès que l'on connaît à la fin".

Delanoë, social et libéral à la fois, européen et réformiste, l'excommunication est prononcée. C'est qu'à l'école du vice (ainsi Mitterrand nommait-il le MJS) on ne plaisante pas avec la pureté du socialisme et de la gauche. Et tant pis s'il s'agit de l'une des figures les plus emblématiques de l'histoire du PS refondé à Epinay. La secte, c'est maintenant?

Admettons-le. Le soutien de Bertrand Delanoë à

Emmanuel Macron fait mal à Benoît Hamon. Très mal. D'autant qu'il survient en un temps de la campagne où les cristallisations sont en train de s'opérer. N'en déplaît au MJS, paradoxalement le dernier carré des Marie-Louise de Benoît Hamon, le trou paraît fait dans la course au premier tour entre Emmanuel Macron et ses deux autres rivaux du camp progressiste. Dix points séparent aujourd'hui le candidat d'En Marche du candidat du Parti socialiste. Dix points. C'est énorme.

Celui qui dit la vérité au MJS doit être exécuté. Et Bertrand Delanoë a dit sa vérité, ce mercredi, sur France Inter. Cruelle. Benoît Hamon, vainqueur de la primaire à gauche, est certes "un ami" mais son programme est dangereux parce qu'il ne rassemble pas la gauche et parce qu'il est philosophiquement, dans le rapport au travail, dans le rapport à l'Europe et par conséquent pas en mesure de produire du progrès social".

Delanoë, c'est le PS de Mitterrand

Hamon effacé, Delanoë vante l'autre candidat: "L'avantage du programme d'Emmanuel Macron, c'est qu'il est sérieux et crédible sur le plan économique et donc il rend possible des progrès sociaux, que ce soit sur la protection des chômeurs, sur les minimas sociaux, sur la protection des plus faibles". "Le candidat qui se rapproche le plus de mes convictions de socialiste, réformiste, Européen, réaliste, c'est Emmanuel Macron", a conclu Delanoë, appelant in fine à "donner le maximum de force au premier tour au candidat qui peut battre Mme Le Pen".

Oui, le coup est rude. Et les trépignations du MJS n'y pourront rien. Bertrand Delanoë ne peut être réduit à n'être qu'un avatar de Kouchner ou Minc, célébrités de la France des années 90 en panne d'inspiration politique. Delanoë, c'est le PS de Mitterrand, un sabra, la "bande du 18e", la conquête de la mairie de Paris contre la droite chiraquienne et, déjà, la nomenclatura du vieux PS qui lui aurait préféré Jack Lang... Les observateurs du moment, et les jeunes soutiens de Benoît Hamon, l'ont oublié. Mais il fut plus rude pour Bertrand Delanoë d'imposer sa candidature au sien que de battre les Tibéri et Séguin. La campagne interne du PS avait été d'une violence exceptionnelle. Et Bertrand Delanoë ne peut l'avoir effacé de sa mémoire.

Au fond, Delanoë a toujours été de ces atypiques en socialisme, comme les affectionnait Mitterrand. Un profil qui, probablement, n'aurait plus sa place dans le PS d'aujourd'hui, qui en est revenu à un processus de sélection endogamique,

les militants désignent les candidats, faussement démocratique, qui a abouti à recréer le système Mollet: le PS parle un socialisme désincarné et hors-sol, porté par des machines militantes psalmodiant de l'élément de langage déconnecté des classes populaires, classes de gauche. Sauf exceptions, les talents ne sont plus protégés, mais éliminés, au mieux marginalisés. Et le résultat est là, pour qui veut bien se donner la peine de le voir.

Examinons ensemble l'enquête IFOP pour Paris Match sur le profil des électeurs de chaque candidat. Qui vote Hamon? 10% des ouvriers et 15% des employés... Et seulement 15% des retraités. Le candidat socialiste n'est plus le candidat d'une potentielle majorité politique adossée à une majorité sociale. Les ouvriers votent Marine Le Pen (43%) et Emmanuel Macron (23%). Et pareil pour les employés, 37% le Pen, 20% Macron. Chez les professions intellectuelles et cadres supérieurs, c'est encore Macron qui raffe la mise (37%), Hamon ne recueillant que 18%. Conclusion: la France du travail, dans toutes ses composantes, ne se reconnaît pas dans le candidat socialiste et son projet de gauche de la gauche.

Hamon n'est pas Blum

La sociologie électorale valide l'analyse que porte Delanoë sur la situation du Parti socialiste dans cette élection présidentielle. Coupé des classes populaires, moyennes et supérieures qui sont la France du travail, le candidat PS n'est pas en mesure de les rattraper. Il n'est pas inutile de noter qu'il obtient ses meilleures intentions de vote parmi les retraités (23%) et les autres inactifs (28%). Etrange paradoxe. Le candidat du PS est devenu le candidat de la France qui ne travaille plus ou pas. Du point de vue de l'ancien maire de Paris, il n'y avait pas d'autre choix politique qu'Emmanuel Macron.

Notons le bien. Il n'est pas dit que Bertrand Delanoë fasse le bon choix en déclarant son soutien à Emmanuel Macron, seul l'avenir livrera la vérité de ce choix, mais en revanche, compte tenu de son histoire, de son parcours, de ses options, il est dit qu'il ne pouvait qu'être la première des grandes figures de la gauche réaliste et réformiste à oser franchir le Rubicon. C'était comme écrit d'avance. Inéluctable. Imparable. Et le choc est d'autant plus intense, pour le candidat Hamon et le MJS, qu'il est infligé par celui qui a éjecté la droite chiraquienne de la mairie de Paris, ce qui n'est pas rien. L'annonce de Delanoë est comme un appel lancé aux électeurs réformistes

encore fidèles au PS à voter utile pour Macron. Avec un enjeu de taille: empêcher Le Pen d'être première au soir du 23 avril prochain et l'accès de François Fillon à l'Elysée.

Le ralliement de Delanoë à Macron s'inscrit dans le refus du renoncement politique incarné par la candidature Hamon, qui n'est pas conçue pour emporter l'élection présidentielle, mais pour ramener la gauche à une pureté oppositionnelle de longue durée. Hamon n'est pas Blum, qui disait en 1947, au soir de sa vie politique, que le parti socialiste, qui "devient une majorité", est "condamné à exercer le pouvoir. Que cela soit difficile ou non, l'obligation pour lui est la même, et il ne pourra l'éviter qu'en répudiant la notion d'action politique." Méditons. Il est patent qu'aux yeux de Delanoë, Hamon a répudié la notion d'action politique définie par l'irremplaçable Blum, et il en a tiré les leçons. Le débat est lancé. Pour un socialiste de 2017, soutenir Macron, est-ce la meilleure façon d'être fidèle aux forces de l'esprit de Léon Blum?

challenges.fr



IV) La mairie de Lyon refuse une salle pour accueillir Christiane Taubira

La mairie de Lyon a refusé de prêter une salle pour accueillir l'ancienne garde des Sceaux Christiane Taubira qui devait y présenter son dernier livre, a-t-on appris mercredi de sources concordantes.

par AFP



Christiane Taubira le 5 février 2017 à Paris

La mairie de Lyon a refusé de prêter une salle pour accueillir l'ancienne garde des Sceaux Christiane Taubira qui devait y présenter son dernier livre, a-t-on appris mercredi de sources concordantes.

Organisée par la Librairie du Tramway, située dans le III^e arrondissement, la rencontre-débat prévue avec Mme Taubira a enregistré "450 inscriptions en trente-six heures", selon son gérant Romain Vachoux, confirmant une information du quotidien régional Le Progrès.

"On a sollicité la mairie du III^e car la librairie est trop petite pour recevoir autant de personnes", explique le responsable, qui aura dans un premier temps l'accord de la salle des Rancy, une des Maisons des jeunes et de la culture (MJC) lyonnaises, pour organiser l'événement. Avant que la mairie de Lyon ne donne son veto.

"Quand on demande la location d'une salle municipale, on est soumis à des règles", fait valoir un porte-parole de la mairie, qui évoque la période de pré-campagne électorale, soit "six mois avant l'élection, durant laquelle on redouble de prudence sur les demandes touchant au politique".

Compte-tenu du "soutien affiché depuis le 2 mars par Mme Taubira au candidat socialiste Benoît Hamon" et "comme il y a un débat, ce n'est pas seulement une signature de livre", ajoute-t-il. "Il faut que ce soit déclaré comme un meeting et que cela rentre dans les comptes de campagne du candidat".

Tout en disant "comprendre la position de la mairie", M. Vachoux estime que cette rencontre entre des lecteurs et Mme Taubira relève non pas d'un meeting politique mais "d'un débat autour de la philosophie politique".

"Mme Taubira ne fait pas partie de l'équipe de M. Hamon", souligne-t-il.

L'ancienne ministre, dont le livre "Nous habitons la Terre" est paru fin février, sera finalement accueillie samedi dans une salle de l'université Lyon-II, dans le VII^e arrondissement.

Le maire socialiste de Lyon Gérard Collomb et nombre de ses adjoints comptent parmi les plus fervents soutiens à Emmanuel Macron pour l'élection présidentielle.



V) L'affaire Fillon, une honte française

Par Fabrice Arfi

Mediapart a sollicité une douzaine de grands journalistes étrangers (Angleterre, Italie, Allemagne, Israël, Roumanie, Norvège, Canada...) dans le but de recueillir leurs impressions sur l'affaire Fillon. Le constat ? Accablant.

Prendre les yeux d'un autre pour essayer de voir qui nous sommes. Mediapart a sollicité l'analyse d'une douzaine de grands journalistes étrangers dans le but de recueillir leurs impressions sur l'affaire Fillon.

À toutes et tous, les trois mêmes courtes questions ont été posées : 1) qu'en pensent-ils ? ; 2) une affaire similaire serait-elle possible dans leur pays ? ; 3) pourquoi ?

Le constat claque comme une porte de fer ; je n'ose dire de... prison. C'est un réquisitoire. L'affaire Fillon est une honte française. Les grilles d'analyse qui lui sont appliquées, cependant, divergent selon le pays d'où elle est regardée.



Rassemblement du Trocadéro, le 5 mars © Reuters

Pour certains, la plupart en fait, il s'agit d'une sorte d'OVNI culturel. Qu'un homme politique visé par la justice anti-corruption, qui a menti éhontément aux citoyens et à la presse, puisse continuer sa campagne pour la présidence de la République comme si de rien n'était, cela constitue un événement inconcevable à domicile. Au Canada, en Israël, en Norvège, en Angleterre ou en Allemagne, par exemple, personne n' imagine une farce à ce point grotesque se poursuivant si longtemps sans conséquences politiques majeures pour les personnes concernées.

Et quand certains ont été confrontés par le passé à des faits massifs de détournements de fonds publics au parlement, comme ce fut le cas en 2009 en Angleterre, des réformes institutionnelles profondes en ont découlé : des autorités de contrôle ont vu le jour, des députés ont démissionné, d'autres sont allés en prison – le plus souvent pour des sommes infiniment plus petites que celles évoquées dans l'affaire Fillon.

Dans d'autres pays – et ce n'est guère enthousiasmant pour l'orgueil français –, l'affaire Fillon est une consolation. C'est le cas, par exemple, en Espagne, où la classe politique (de droite comme de gauche) est minée par de multiples affaires d'atteinte à l'éthique, ou en Italie, qui a dû endurer pendant plusieurs décennies les aventures du satrape Silvio Berlusconi. Comme François Fillon, Berlusconi avait d'ailleurs cru pouvoir célébrer un « peuple » mythifié contre la justice pour se protéger. Cela a pris du temps, mais il a fini par perdre face aux juges son honneur et un peu, aussi, celui de son pays.

Il reste, dans notre panel, des journalistes originaires d'Algérie ou de Russie pour qui l'affaire Fillon pourrait être, au contraire, le thermomètre des lacunes démocratiques de leur

propre pays, où une telle affaire ne verrait jamais le jour. Soit parce que la presse de masse y est cornaquée, soit parce que la justice est à la solde du pouvoir. Soit les deux.



HENRY SAMUEL
Correspondant à Paris du
quotidien Daily Telegraph
(Angleterre)

Henry Samuel © DR

« Que François Fillon persiste ou se retire, j'ose croire que son cas s'avère salubre pour la France. S'agissant de corruption politique, il n'y a pas d'exception française. Le Royaume-Uni n'a pas été épargné par les abus d'argent public venant de ses politiques ces dernières années. Souvenons-nous du terrible scandale des frais des députés britanniques de 2009 révélé par mon journal.

Le public, effaré, a découvert que de nombreux parlementaires ont usé et abusé d'un système très flou de frais qui a vu un député payer la construction d'une jolie petite maison pour les canards de sa propriété avec l'argent du contribuable, ou d'autres s'acheter et vendre des résidences secondaires en exploitant les subtilités du système parlementaire.

Ce fut un "benchmark" au Royaume-Uni. Le Speaker du Parlement, qui a dû démissionner par la suite, a bien résumé la chose en disant que les politiques ne peuvent plus se contenter de se jouer des règles mais qu'ils se doivent d'agir "dans l'esprit de ce qui est juste".

Mais hors de question de laisser le parlement s'auto-juger et d'en rester là. Une autorité parlementaire indépendante a été créée et des enquêtes criminelles ont été lancées.

Plusieurs députés ont fait de la prison, dont l'ancien ministre des affaires européennes pour un montant de frais non justifié de l'ordre de £12 000 – une somme infime par rapport aux montants cités dans l'affaire Fillon. Huit ministres, y compris ceux des finances, de l'emploi et du transport, ont démissionné.

Depuis, il y a zéro tolérance à l'égard de tout ce qui ressemble de près ou de loin à un establishment cupide. Dans un sens, le Brexit était l'expression même de ce rejet, car des personnalités telles que David Cameron ou George Osborne ont été considérées par beaucoup d'électeurs comme représentant une élite totalement déconnectée des gens ordinaires et de leurs inquiétudes face aux inégalités et à la

mondialisation.

Et si le scandale Fillon était le même type de "benchmark" pour la France ? La vraie nouveauté aujourd'hui n'est pas la découverte de pratiques moralement douteuses, où un homme qui concourt à la magistrature suprême a visiblement traité le système des assistants parlementaires comme une vache à cash. Son ex-directeur de campagne [Patrick Stefanini – ndlr] parle même d'un "complément de salaire". Les électeurs sont en droit de demander où est leur propre complément de salaire, surtout à quelqu'un qui promet du sang et des larmes.

Non, la vraie évolution pour nous – à en croire la chute actuelle de Fillon dans les sondages –, c'est que l'électorat français, qui donnait jusque-là l'impression de ne se soucier guère des peccadilles de ces politiques, pourvu qu'ils "fassent le job", a décidé de dire "stop".

Comme indiquait Alain Juppé cette semaine, lors d'un moment de lucidité salubre, ceux qui ne suivent pas le mouvement appartiennent au passé. Et la politique est surtout un métier d'avenir. »



Anastasia Kirilenko © DR

ANASTASIA KIRILENKO
Collaboratrice de The Insider

« Je pense que cette affaire est ubuesque. L'élection présidentielle semblait être gagnée d'avance et les experts de la Russie au Quai d'Orsay se préparaient à être balayés par un nouveau chef d'État qui ne cachait pas son indulgence envers Poutine. Mais rien ne s'est passé comme prévu : Fillon, catholique irréprochable qui jouait les oies blanches, est en fin de compte fortement soupçonné d'avoir mis en place des emplois fictifs pour sa femme et ses enfants. Je suis admirative de la réaction de la société française, pour laquelle les institutions de la démocratie, telles que la presse indépendante et la justice, sont plus importantes que des personnalités concrètes. À cause des faits révélés, quelqu'un qu'on admirait hier peut chuter dans les sondages. Une réaction difficilement envisageable en Russie.

Une affaire similaire pourrait arriver en Russie, mais seulement en ce qui concerne la méthode de détournement, pas sur le résultat final. Récemment, l'opposant Alexey Navalny, connu pour ses enquêtes anti-corruption, a diffusé un film sur les biens immobiliers de luxe du premier

ministre Dimitri Medvedev, qui sont cachés en Russie et en Toscane et dont la valeur ne correspond pas à son salaire officiel. Une minorité de Moscovite est choquée, mais personne ne s'attend sérieusement à ce que la justice s'y intéresse. Certains réseaux sociaux russes expliquent même que de telles révélations vont profiter à Medvedev, car les oligarques vont davantage le "respecter", en sa qualité de milliardaire caché et donc d'homme fort. Pour sa part, la porte-parole du premier ministre dit qu'il y a rien à commenter. Elle a répliqué que même l'idée que son chef soit corrompu est inimaginable.

En Russie, les derniers médias libres sont la cible d'attaques par des moyens légaux et illégaux, et ils sont de plus en plus faibles. C'est un fait. Par contre, la quantité de blogs consacrés à des enquêtes, qu'ils soient anonymes ou signés, s'accroît et leur popularité est en hausse. "En Russie tout est secret et rien n'est un mystère", se moque-t-on. Le gouvernement, qui contrôle la télévision, manipule l'opinion publique et les élections, ne se sent pas obligé de réagir à des blogs. "Ce sont juste des moustiques qui nous piquent", m'a un jour dit une députée, sur un ton nonchalant, alors que je la confrontais à des accusations de corruption. On ne sait pas comment la situation va évoluer, mais pour l'instant ils se sentent inébranlables. »



Gigi Riva © DR

GIGI RIVA
Rédacteur en chef de l'hebdomadaire L'Espresso (Italie)

« L'«affaire Penelope» est la preuve que la France, pays des Lumières, a vu l'émotion détrôner la raison. La droite française a adopté la logique selon laquelle "même le pire des nôtres est mieux que le meilleur des leurs". Aucun citoyen de bon sens ne peut douter, face aux preuves accablantes démontrant que François Fillon a accordé de magnifiques sinécures à sa femme et à ses enfants, sans travail de leur part. Aucun ne peut non plus douter qu'il a menti quand il a promis de se retirer de la course présidentielle en cas de mise en examen.

Son parti n'a pas eu le courage de changer de candidat, craignant de désavouer le verdict populaire des primaires. Une nouvelle preuve que les élites ont abdiqué leur rôle au nom d'une "volonté du peuple" pourtant mal comprise. En fait, les élites aujourd'hui, en France comme ailleurs, ont peur du peuple. Quant à Fillon, fort

de son investiture, il prétend convaincre uniquement parce qu'il parle. En se mettant hors et au-dessus de la loi, il se considère comme un souverain qui aurait reçu un mandat populaire. Cela me fait penser à une catastrophe de type biblique : comme Samson, il décide de mourir avec tous les Philistins.

Avec Silvio Berlusconi, nous avons bien connu le syndrome du chef politique qui se croit imperméable à tout contrôle judiciaire. C'est une attitude qui a gangréné la relation entre les pouvoirs de l'État. Nous y sommes encore, avec ces scandales innombrables qui engloutissent presque tous les mois la classe dirigeante. Quand cela arrive en France, finalement, cela nous rassure. Nous ne sommes pas seuls. Même la France, pays des Lumières, est comme nous. »



Dov Alfon © DR

DOV ALFON
Correspondant à Paris et ancien rédacteur en chef du quotidien

« "Alors, en résumé, il est comme Bibi ?", me demande le jeunot de service ce weekend, au desk du journal, à Tel-Aviv. Ils sont de plus en plus jeunes, mais tout aussi désemparés que leurs aînés : comment diable expliquer aux lecteurs israéliens le dernier épisode de l'affaire Fillon ?

Eh bien oui, il est comme Bibi, le surnom de l'actuel premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, qui a été entendu par la police comme témoin assisté dans deux affaires de corruption et est soupçonné dans deux autres, dont une concerne l'argent que sa femme et lui auraient reçu du sulfureux Arnaud Mimran, comme l'ont révélé Mediapart et Haaretz. Mais voilà – et la nuance n'est pas moindre – Bibi n'aurait pas pu se présenter aux élections si ces affaires avaient été révélées avant le scrutin : il remplace Ehud Olmert, l'ancien premier ministre actuellement en prison, forcé de démissionner après que la justice l'eut mis en examen pour avoir reçu un "cadeau" de 15 000 euros d'un homme d'affaires américain. Olmert a été condamné fin 2015 à 18 mois de prison, avec un mois supplémentaire pour entraves à la justice.

Alors, il n'est pas tout à fait comme Bibi, François Fillon, puisqu'il pourrait, selon la loi française, être élu même mis en examen, situation impossible en Israël. Mais il a raison quand même, le jeunot, à l'autre bout du fil : comme Bibi, Fillon semble être investi d'une mission

divine, et ces petits détails mesquins d'enquêtes de petits juges – pour Netanyahu, il s'agit, entre autres, de livraisons incessantes de cigares pour lui et de champagne rosé pour sa femme – risquent de le distraire de choses bien plus importantes, l'avenir de la nation.

“Revenons aux thèmes de la campagne”, soupire Fillon face aux questions sur Penelope ; “Mais laissez moi m'occuper de la menace nucléaire iranienne”, maugrée Netanyahu face aux questions sur Sarah. Allez, mes lecteurs comprendront assez facilement. »



Emilie Dubreuil © DR

ÉMILIE DUBREUIL
Journaliste à Radio Canada
et chroniqueuse au mensuel
Voir (Canada).

« Au spectacle de l'affaire Fillon, le premier mot qui me vient à l'esprit est “étonnant” – le deuxième serait peut-être “pittoresque”... –, dans la mesure où l'article 62 du Code de règlements des parlementaires canadiens interdit rigoureusement aux élus d'engager un membre de leur famille, de près ou de loin (pas le moindre cousin !).

Au Québec, le Code d'éthique des députés stipule aussi qu'aucun membre de la famille d'un élu ne peut retirer un avantage du fait de l'élection de quelque proche. Un député ayant engagé la femme d'un collègue, pourtant capée et sans doute compétente, a ainsi dû s'en séparer. Cela ne saurait faire partie de nos mœurs politiques. En France, au contraire, le nombre d'emplois familiaux, parmi les élus, impressionne, de part et d'autre de votre échiquier politique.

Le Canada a certes connu des scandales de corruption, beaucoup même, particulièrement au Québec, où la corruption dans le domaine de la construction et de l'octroi des contrats publics a mené à la tenue d'une commission d'enquête publique. Des élus, dont l'ex-vice première ministre Nathalie Normandeau et des membres de son cabinet politique, ont été arrêtés et accusés l'an dernier de corruption, fraude et abus de confiance. Il en résulte un profond, réel et durable ras-le-bol de l'opinion publique. Celle-ci est devenue très sensible au sujet et ne tolère plus la moindre trace de prévarication. Des enquêtes sont menées et les coupables doivent payer.

La lieutenant-gouverneure du Québec de 1997 à 2007, Lise Thibault, dont les notes de frais s'avéraient somptuaires, a tenté de faire jouer en

vain l'immunité royale (elle était officiellement représentante de la reine Elisabeth II) : Lise Thibault a été condamnée en 2015 à 18 mois de prison. Elle n'en fit que 3 en 2016 mais fut bel et bien incarcérée. Et elle a dû rembourser 200 000 dollars de dépenses excessives.

Idem pour Gilles Vaillancourt, ancien maire de Laval, la deuxième ville du Québec, condamné en décembre 2016 à près de 6 ans de prison et au remboursement des 8,5 millions de dollars qu'il avait placés en Suisse. D'ailleurs, au Québec, beaucoup de maires se sont éternisés au sommet et plusieurs d'entre eux ont été accusés et/ou condamnés pour corruption au cours des dernières années. Il existe au Québec, depuis 2011, une Unité permanente anticorruption (UPAC), dont la mission est de “prévenir, vérifier, enquêter” dans le secteur public. En plus, s'impose la vigilance civique. Chez nous, que ce soit face à l'affaire du garde du corps de Marine Le Pen ou à celle de l'emploi abusif voire fictif de Penelope Fillon, il me semble que la sonnette d'alarme aurait été tirée beaucoup plus tôt et sans hésitation.

Au Canada, je crois qu'un homme comme François Fillon aurait été immédiatement largué par son parti. Il aurait quitté la compétition couvert de honte. L'an dernier, le Président du conseil du Trésor a été exclu du cabinet du gouvernement de Philippe Couillard (Québec), à peine quelques jours après qu'un reportage d'enquête eut révélé qu'il aurait pu favoriser l'obtention de subventions pour une compagnie “amie” du parti.

Or, je trouve les Français incroyablement désabusés, indifférents, relativistes (“tout le monde le fait”, “c'est de l'acharnement contre Fillon, ainsi détourné de la mission de redressement qu'il s'était fixée”, etc.) : chez nous, les gens hurleraient et réclameraient sans doute son départ. »



Jürgen Dahlkamp ©

JÜRGEN DAHLKAMP
Chef des enquêtes de
l'hebdomadaire Der Spiegel
(Allemagne)

« Une affaire Fillon pourrait-elle advenir en Allemagne aussi ? C'est arrivé, en Bavière. Depuis 2000, les parlementaires de l'assemblée de Bavière ne sont pas autorisés à employer des parents proches, époux ou enfants par exemple. Mais il y avait une échappatoire : celui qui était

déjà employé avant pouvait rester. En 2013, on a découvert que de nombreux parlementaires avaient utilisé cette astuce pour recruter des parents peu de temps avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi – et certains l'ont même fait après cette date limite.

Le chef de la CSU, le plus grand parti, a dû démissionner de son poste. Il avait payé sa femme sur une période de 22 ans et a dû faire face à un acte d'accusation judiciaire. Le ministre de l'éducation, ancien parlementaire, a dû rembourser quant à lui 37 000 euros. Mais sa femme avait gagné beaucoup plus comme assistante à son service – 600 000 euros au total depuis 1997...

Donc, pour la faire courte : la cupidité est humaine. Ce n'est pas une spécificité française ou allemande, ou une sorte de maladie africaine ou asiatique. Nier l'avidité, quand elle vient à la lumière, est un comportement normal aussi. Mais je ne pense pas qu'en Allemagne un candidat au poste le plus puissant du pays puisse rester comme Fillon aussi longtemps dans la course s'il y avait une accusation aussi lourde de malhonnêteté. »



Vibeke Knoop Rachline © DR

VIBEKE KNOOP RACHLINE
Collaboratrice du quotidien
Aftenposten (Norvège)

« “Assassinat politique ? Non, plutôt un suicide.” Tel est le titre du dernier commentaire du journal norvégien Dagbladet sur l'affaire Fillon. Un titre que le Norvégien lambda a du mal à comprendre. Dans ce pays du Nord si imprégné de l'éthique protestante, aucun homme, aucune femme politique n'aurait pu se comporter comme le candidat LR à la présidence de la République. La plus haute fonction du pays ! Déjà, on a du mal à comprendre l'infraction, et encore moins l'obstination.

En outre, ce langage guerrier fait peur. On l'a déjà entendu de l'autre côté de l'Atlantique. La France serait-elle donc atteinte du même virus ? La Norvège ne s'intéresse pas souvent à la politique française. Cette fois, c'est une mauvaise série. Lamentable, atterrant.

Certes, aucune loi n'empêche un parlementaire norvégien d'employer un membre de sa famille, mais plutôt comme secrétaire de groupe, tout sauf

un emploi fictif. En revanche, l'obstination d'un leader politique comme Fillon est inimaginable. En Norvège, des ministres ont démissionné pour bien moins que cela. Ici, on ne pardonne aucun faux pas, surtout en matière d'éthique, de mensonge ou de corruption. »



Jesus Marana © DR

JESUS MARANA
Directeur éditorial du site
InfoLibre (Espagne)

« L'éclatement du scandale de Fillon a été dès le début étonnant pour la plupart des médias espagnols. Mais pas en raison du fait lui-même (l'utilisation privée de l'argent public), mais parce qu'il est un candidat à la présidence... de la France. Je m'explique : depuis de nombreuses années, la politique espagnole souffre de la corruption et il y a eu tant de confusion entre les intérêts publics et privés que les citoyens, dans toutes les enquêtes, confient leur impression que ces scandales ne se produisent qu'en Espagne, pas dans les autres pays.

L'affaire Fillon est devenue une sorte de consolation pour le parti conservateur espagnol. Il faut noter que le président du gouvernement et du Parti populaire, Mariano Rajo, a été surpris envoyant des messages personnels de soutien à un ex-chef de parti quand tout le monde savait qu'il avait détourné plus de 40 millions d'euros vers des comptes suisses. Rajoy a fini par reconnaître que ces messages étaient “une erreur”, mais il n'y a jamais eu de conséquences politiques, et il existe de nombreux autres cas de corruption et de financement irréguliers qui affectent des dizaines de collègues PP, ainsi que le parti en tant que tel.

Tant le président du gouvernement que le personnel du groupe conservateur ont évité de reconnaître leurs responsabilités dans les affaires de corruption, au motif que ce qu'il s'est passé “peut se produire dans n'importe quel parti et dans n'importe quel pays”, et personne ne devrait changer de position, à moins qu'il n'y ait une condamnation devant les tribunaux. Que Fillon s'accroche à sa candidature, quelles que soient les enquêtes ou les témoignages recueillis par la presse, est probablement une “heureuse nouvelle” pour de nombreux dirigeants du PP. Et une déception parmi les citoyens indignés qui aspirent à la démocratie et réclament des contrôles suffisants pour expulser de la politique toute personne qui utilise des ressources publiques pour son propre bénéfice ou celui de sa famille ou de

ses amis. »



Akram Belkaïd © DR

AKRAM BELKAÏD
Chroniqueur au Quotidien d'Oran

« Pour un Algérien qui vit en France, l'affaire Fillon provoque au moins deux réflexions majeures. La première consiste à se dire que ce pays va bien mal et que l'heure est à l'inquiétude face à ce climat délétère où nombre d'élites, et pas seulement politiques, semblent gagnées par le cynisme et l'absence de morale. La liste des scandales qui s'égrènent au fil du temps est impressionnante. Elle montre qu'il y a un problème profond de prévarication et de corruption au sein d'un personnel censé défendre l'intérêt général. On se dit alors que la France ne vaut guère mieux que certaines républiques bananières.

Mais on se dit aussi, et c'est la seconde réflexion, que dans ce pays, il y a encore un État de droit, des institutions et des contre-pouvoirs qui fonctionnent. En Algérie, pays plongé dans une impasse politique totale, l'équivalent d'une affaire Fillon n'étonnerait personne. Encore faudrait-il que la presse algérienne puisse la révéler et que la justice puisse l'instruire en toute indépendance. Autrement dit, la France, avec tous ses scandales, a encore du chemin à dévaler avant de se perdre. On peut s'en réjouir ou se dire que ce pays doit vite se reprendre avant que sa chute ne devienne irrémédiable. »



Henri Goldman ©

HENRI GOLDMAN
Rédacteur en chef de la revue
Politique (Belgique)

« “Dans quelques semaines, tout un pays sera suspendu aux résultats électoraux du pays d'à côté, comme si son propre avenir en dépendait.” Ainsi commençait mon éditorial dans le numéro de Politique – co-produit avec le soutien de Mediapart – consacré à la France vue de Belgique. En effet. Le jeudi 2 mars, Le Soir titrait à la une : “Une défense aux accents populistes” et La Libre Belgique “La justice s'acharne-t-elle sur François Fillon ?”. Le lundi 6 mars, Le Soir citait : “Personne ne peut m'empêcher d'être candidat”, et le mardi 7 mars, La Libre éditorialisait sur “François Fillon et la fin de la droite”. Au spectacle de la France, les Belges sont

sont toujours aux premières loges.

Ici, Fillon, on ne l'aime pas. Trop thatchérien, trop catho. La Belgique se gouverne toujours au centre par la grâce du système proportionnel. Au moment de la primaire, on avait interrogé une douzaine de responsables du Mouvement réformateur, proche des Républicains, sur leurs préférences. Ils avaient plébiscité Juppé.

Une affaire Fillon en Belgique ? Des tas, mais en miniature. Il paraît que “le poisson pourrit par la tête”. Mais ici, le système politique n'a pas de tête. Écheveau de pouvoirs et de contre-pouvoirs enchevêtrés, la Belgique est le contraire d'une autocratie présidentielle. Du coup, faute de premiers rôles, nos scandales sont nettement moins sexy. Cela va du Kazakhgate, où un ancien président du Sénat a touché le pactole pour favoriser la naturalisation de trois milliardaires kazakhs, à l'affaire Publifin, où des dizaines de mandataires liégeois appartenant aux trois partis traditionnels qui se tenaient par la barbichette ont touché des rémunérations indécentes pour des réunions qui ne servaient à rien et auxquelles ils n'ont pas assisté. On parle pour la énième fois de réformer la gouvernance pour empêcher ces “dérives”. Mais des grosses prises comme Fillon, nous n'avons pas.



Richard Werly
© DR

RICHARD WERLY
Correspondant à Paris du quotidien
Le Temps (Suisse)

« Mais que s'est-il passé dans la tête de François Fillon ? Vu de Suisse, sa trajectoire paraissait calée. Enfin un candidat de droite qui, en France, promettait noir sur blanc de faire le boulot... de la droite. À savoir mettre enfin en œuvre des réformes libérales, destinées à dégraisser le “mammouth” étatique hexagonal et à redonner de l'oxygène aux entreprises. Oublié, l'attentisme “à la Chirac”. Refermée, la parenthèse du velléitaire Sarkozy. Fillon serait le candidat des patrons, du profit réhabilité, et d'une pression fiscale abaissée. La droite helvétique exultait.

Puis la machine a déraillé. La rage d'être, lui “l'irréprochable”, mis en cause par les juges ; la crainte de voir ses amis politiques contester sa victoire à la primaire et cette peur viscérale des médias... Fillon le résistant, l'amateur de courses en montagne et de ski en Helvétie, est devenu Fillon l'accusateur. Isolé. Assiégé. Engagé dans une dangereuse surenchère populiste.

La morale de l'histoire ? Une affaire très française. Beaucoup d'incantations à la transparence, mais des arrangements douteux révélés presque chaque semaine. Un candidat de la "morale" devenu soudain accusateur à tous crins. Une droite "républicaine" plus préoccupée par ses circonscriptions législatives et ses guerres de chefs que par la mise en œuvre de la "rupture" promise. Et si le seul changement possible, en France, outre Marine Le Pen et ses refrains souvent semblables à ceux de l'UDC suisse, était générationnel ? »



Stefan Candea © DR

STEFAN CANDEA
Journaliste indépendant, fondateur
du Romanian Centre for
Investigative Journalism

« En tant que journaliste d'investigation d'Europe de l'Est, les actes de Fillon m'amuse et me remplissent d'espoir. Ils m'amuse parce que le transfert de près d'un million d'euros d'argent public au profit de sa femme et ses enfants pour des emplois apparemment fictifs doit inciter les politiciens à rentrer chez eux en Roumanie. J'imagine mes élites politiques regarder ces versements et être vraiment envieux des élites politiques françaises. Pas à cause de la quantité d'argent, mais parce que tous, y compris l'ex-nomenklatura nationaliste-communiste ou toute émanation de ce système politique effondré, ont été forcés par les démocraties occidentales, au cours des 25 dernières années, de trouver des moyens très compliqués pour continuer à faire ce qu'ils faisaient le mieux : s'enrichir sur les deniers publics.

En rejoignant l'UE, ils ont été forcés de criminaliser officiellement la corruption, le népotisme et les abus, et de jouer à cache-cache avec des règlements de transparence et un pouvoir judiciaire et des services secrets puissants et indépendants. Récemment, lorsqu'ils ont essayé de modifier cette législation imposée et de retrouver le plein contrôle de l'argent public et de la magistrature, ils ont dû faire face à d'énormes protestations dans les rues. Alors, ils doivent se tourmenter : n'est-ce pas injuste de voir un ancien premier ministre français employer si facilement sa femme et ses enfants et leur verser autant d'argent ?

D'un autre côté, je suis plein d'espoir quand je vois qu'un politicien conservateur de droite d'une démocratie occidentale, qui veut que tout le monde travaille longtemps, dur et ne réclame rien

gratuitement, a été secrètement volontaire avec sa propre famille pour tester un programme courageux de versements en espèces, sans bureaucratie, sans contraintes et sans conditions préalables. Lorsqu'il sera en fonction, j'espère seulement qu'il en fera profiter tous ceux qui vivent en France, ainsi que leurs frères et sœurs européens. Mettre l'accent sur ce généreux partage de l'argent public avec tout le monde est vraiment révolutionnaire. »

Merci à tous journalistes étrangers cités dans cet article qui ont bien voulu consacrer pour Mediapart un peu de leur temps et beaucoup de leur talent, dans des délais qui n'étaient guère raisonnables.

Stéphane Allès, Agathe Duparc et Antoine Perraud, de Mediapart, ont contribué à cet article.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

A Suivre...
La Presse en Revue